ECOWAS COMMISSION
COMMISSION DE LA CEDEAO
COMISSÃO DA CEDEAO

Note de capitalisation

Transformer la filière viande au Nigéria pour une alimentation plus saine et des opportunités économiques renforcées

Avec l'appui technique et financier de :

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Agency for Development and Cooperation SDC

Septembre 2025

Cette note de capitalisation a été réalisée dans le cadre de la Phase 1 du Programme d'Appui à la Commercialisation du Bétail en Afrique de l'Ouest mis en œuvre du 1er avril 2021 au 30 juin 2023 avec l'appui technique et financier de

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Agency for Development and Cooperation SDC

Pour citer ce document :

Commission de la CEDEAO – Agence régionale pour l'agriculture et l'alimentation (ARAA), Note de capitalisation, 2025 : Transformer la filière viande au Nigéria pour une alimentation plus saine et des opportunités économiques renforcées

Projet : Parcs d'engraissement, croisement génétique et amélioration de la chaîne de valeur de la viande

Pays : Nigéria

Institution de mise en œuvre : Consortium KSA- AgroLog

Résumé exécutif

Le projet « Feedlots, Crossbreeding, Upgrading Meat Value Chain » a été mis en œuvre pour répondre aux faiblesses majeures de la filière bétail-viande au Nigeria, en particulier les conditions sanitaires dégradées, la faible productivité des élevages, et le manque de structuration des acteurs. Il a introduit des infrastructures modernes (feedlots, plateformes d'écorchage carrelées, véhicules de transport adaptés), déployé des équipements de nettoyage à haute pression, formé les opérateurs de la filière, et diffusé des outils normatifs comme les procédures standardisées (SOP) et les référentiels HACCP.

Parmi les résultats clés, on note la construction de plateformes hygiéniques dans deux abattoirs pilotes, la réduction confirmée du taux de contamination microbienne de la viande, la mise en service de motos équipées pour le transport sécurisé de viande, et la création de coopératives fonctionnelles. Le gouvernement de l'État d'Edo a officiellement adopté ces innovations, en les rendant obligatoires à partir de janvier 2023, tandis que d'autres États comme le FCT se sont engagés à répliquer l'initiative.

Une leçon majeure ressort : des solutions techniques simples mais bien contextualisées peuvent avoir un impact profond lorsqu'elles sont accompagnées par un plaidoyer fort, une gouvernance concertée et un appui institutionnel solide. Pour maximiser l'effet de ces bonnes pratiques, il est recommandé d'assurer leur mise à l'échelle via un cadre réglementaire harmonisé, un soutien financier ciblé aux opérateurs, et une stratégie de formation continue pour renforcer les capacités locales.

Messages clés

- Le projet a été mis en œuvre pour répondre aux faiblesses structurelles de la chaîne de valeur bétail-viande au Nigeria, marquée par une faible productivité, des pratiques sanitaires précaires, et un manque de structuration des acteurs.
- Pour y remédier, des infrastructures modernes ont été installées (feedlots, plateformes d'écorchage, équipements de nettoyage), des modèles de transport hygiénique ont été introduits, des formations ont été organisées, et des outils normatifs (*procédures standardisées* SOP), *référentiels* (HACCP)) ont été diffusés auprès des opérateurs de la filière.
- Ces interventions ont conduit à une nette amélioration des conditions d'abattage et de commercialisation de la viande, à une adoption rapide des innovations par les acteurs locaux, ainsi qu'à l'institutionnalisation de certaines pratiques à travers des lois en cours d'adoption et des engagements publics.
- La structuration des coopératives, le renforcement des capacités techniques et l'appui à l'accès au financement ont permis une meilleure inclusion économique des jeunes et des femmes, tout en améliorant la viabilité des initiatives locales.
- L'appropriation des innovations dépend fortement de la qualité de la concertation entre les parties prenantes, de la capacité à ancrer les actions dans les cadres réglementaires existants, et de l'adaptation des solutions aux réalités locales pour favoriser leur durabilité et leur réplication.

Enjeu

Un système d'élevage peu performant et une chaîne de valeur défaillante

Le projet « Feedlots, Crossbreeding, Upgrading Meat Value Chain » (Parcs d'engraissement, croisement génétique, amélioration de la chaîne de valeur de la viande), mis en œuvre dans trois États du Nigeria (Edo, Gombe et Bauchi), s'inscrit dans un contexte de forte demande en viande, mais marqué par une chaîne de valeur bétail-viande largement inefficace. Près de 90 % de la production nationale est assurée par des petits exploitants et des éleveurs nomades, utilisant des races locales peu productives, peu adaptées à l'élevage intensif, et générant des rendements faibles. Le poids moyen des bovins à l'abattage atteint à peine 250 kg, loin derrière les standards internationaux. Cette faible productivité compromet la rentabilité économique de la filière et freine les investissements, tant locaux qu'internationaux.

Sur le plan sanitaire, les conditions de transformation et de distribution de la viande restent préoccupantes. Environ 80 % des abattages s'effectuent dans des installations publiques aux normes d'hygiène rudimentaires, tandis que 90 % du commerce de détail s'opère dans des circuits informels, échappant à tout contrôle de qualité. L'absence de législation fédérale sur la sécurité de la viande, combinée à une fragmentation des pratiques entre États, accentue les risques sanitaires et réduit la confiance des consommateurs. À cela s'ajoute un très faible taux de consommation de viande (2 kg par habitant contre les 6 kg recommandés), reflet à la fois de la qualité médiocre des produits, de leur coût élevé et de l'offre limitée.

Le secteur est également caractérisé par une absence de structuration des acteurs, une faible capitalisation sur les bonnes pratiques, et un manque d'outils normatifs partagés (procédures standardisées, guides techniques, référentiels HACCP). Cette situation entrave l'adoption de pratiques modernes, la mutualisation des efforts et l'accès aux financements. De nombreux opérateurs, notamment les jeunes et les femmes, peinent à développer des activités viables, en raison d'un environnement peu incitatif et de la rareté des opportunités d'investissement.

Une faiblesse de l'intégration des étapes de la chaîne de valeur

L'ensemble de la chaîne de valeur – de la production à la commercialisation – souffre d'un cloisonnement entre les maillons et d'un manque de coordination. Les éleveurs, transformateurs, commerçants et institutions opèrent souvent en silos, sans vision partagée ni mécanismes d'intermédiation efficaces. Les liens faibles entre production, transformation et distribution favorisent l'émergence d'intermédiaires qui captent une part importante des marges (35 à 40 %), au détriment des producteurs et transformateurs. Les tentatives d'industrialisation ou de modernisation restent marginales, faute de cadre incitatif et de politiques publiques cohérentes.

En l'absence de structures coopératives solides et de formation adaptée, la plupart des acteurs ne maîtrisent pas les pratiques d'engraissement en feedlots, la production de fourrage hydroponique, les règles d'hygiène ou les standards de qualité exigés pour accéder à des marchés porteurs, notamment dans la sous-région. Le manque de connaissances pratiques et l'inexistence de standards partagés contribuent au maintien de pratiques peu rentables et à une faible insertion du Nigeria dans les circuits de commerce régional ou international de viande

La modernisation des pratiques, structuration des acteurs et amélioration de l'environnement institutionnel

Face à ce diagnostic, le projet a été conçu pour répondre à plusieurs besoins clés :

- Améliorer la productivité animale en introduisant des pratiques modernes d'élevage, notamment l'utilisation de feedlots et la production de fourrage alternatif (hydroponique), pour renforcer l'engraissement et limiter le nomadisme.
- Moderniser les infrastructures de transformation par la construction de plateformes d'écorchage hygiéniques, l'introduction de dispositifs de nettoyage (laveuses haute pression), et la conception d'abattoirs aux normes techniques adaptées.
- Renforcer les compétences des acteurs par la formation sur les bonnes pratiques sanitaires, la gestion d'entreprise, les procédures standardisées, et le respect des normes HACCP.
- Structurer la filière à travers la création de coopératives, la formalisation des métiers et le renforcement des liens avec les institutions financières.
- Créer un cadre juridique et réglementaire favorable à l'investissement, en appuyant les États dans l'élaboration de lois sur la régulation des activités d'abattage et en favorisant la mise en place d'autorités de régulation.
- Promouvoir l'investissement privé à travers des incitations fiscales (exonérations, congés fiscaux) et la mise à disposition d'études de faisabilité pour les porteurs de projets.

Ce faisceau de besoins visait à poser les bases d'un système bétail-viande plus structuré, compétitif et attractif, susceptible de générer des emplois durables, d'améliorer la sécurité sanitaire des aliments, et d'attirer de nouveaux investissements dans un secteur stratégique pour l'économie et la sécurité alimentaire du Nigeria.

Dans la pratique

Activités menées

La modernisation du commerce du bétail et de la viande a constitué l'un des volets stratégiques du projet, avec pour objectif central l'amélioration des conditions de transformation, de transport et de vente de la viande, en vue de garantir une meilleure qualité sanitaire et d'accroître l'attractivité de la filière auprès des consommateurs et des investisseurs.

Dans les États d'Edo et de Gombe, plusieurs innovations techniques et organisationnelles ont été introduites. Le projet a conçu et mis en œuvre la construction de plateformes surélevées pour l'écorchage des bovins dans les abattoirs, une mesure clé pour améliorer l'hygiène au moment du traitement des carcasses. Ces infrastructures ont été accompagnées de l'introduction de laveuses à haute pression, avec des canaux de désinfection, afin de moderniser les pratiques de nettoyage des lieux d'abattage. Le matériel a été déployé aussi bien dans les installations publiques que dans les structures privées partenaires.

Concernant le transport de la viande, le projet a développé des modèles de véhicules adaptés, dont des motos équipées de cabines spéciales, ainsi que des tricycles et fourgonnettes conçus sur la base d'études d'ingénierie. Ces véhicules permettent le transport de viande chaude dans des conditions sanitaires adéquates, réduisant ainsi les risques de contamination durant la chaîne logistique.

Par ailleurs, le projet a facilité la diffusion des bonnes pratiques à travers la production et la distribution de manuels opérationnels et de procédures standardisées (SOP), traduits en anglais et en langues locales, couvrant l'ensemble des opérations de la chaîne de valeur viande. Des sessions de formation ont été organisées pour les bouchers, transporteurs et autres commerçants afin de renforcer leurs compétences en matière de manipulation, de transformation et de distribution de viande. Ces activités ont été soutenues par l'implication des unions de bouchers, des coopératives locales, et des gouvernements des États bénéficiaires, avec un apport financier complémentaire sous forme de contreparties.

Le projet a également engagé un dialogue avec les autorités politiques, en proposant des projets de loi pour la création d'instances de régulation de la filière viande. Ces propositions incluent notamment la création d'une "Meat Regulatory Authority" dans les États d'Edo et de Gombe, afin de normaliser les pratiques, renforcer les contrôles et attirer les investissements.

Résultats atteints

Les effets de ces interventions ont été significatifs. Les infrastructures installées ont permis une nette amélioration de l'hygiène dans les abattoirs. Des analyses microbiologiques réalisées sur les installations surélevées ont confirmé une réduction de la contamination de la viande. Le nettoyage avec les laveuses à pression, associé à la modernisation des sols, a été salué par les autorités sanitaires locales. À Edo, le gouvernement a adopté les modèles techniques promus par le projet, en les rendant obligatoires pour tous les établissements d'abattage, sous peine de fermeture administrative. Cette décision marque une appropriation institutionnelle forte des innovations introduites.

La modernisation du transport a également produit des effets positifs. Les nouveaux véhicules sont devenus une référence pour les coopératives, et leur adoption a été officiellement validée par les autorités locales, ouvrant la voie à leur déploiement élargi.

D'un point de vue organisationnel, les formations ont suscité un changement d'attitude parmi les acteurs de la filière. Les bouchers et commerçants, mieux informés sur les enjeux sanitaires et économiques de leurs pratiques, ont commencé à adopter des comportements plus conformes aux normes. La structuration des coopératives a facilité l'appropriation des équipements et la diffusion des standards.

Le plaidoyer auprès des décideurs a produit des résultats concrets : en plus des projets de loi en cours d'adoption, les partenariats public-privé se sont renforcés, à l'image de l'accord avec la "Federal Capital Territory Administration (FCTA)", qui s'est engagée à verser une contrepartie de 10 % pour la réplication du projet à Abuja.

Défis rencontrés

Malgré ces avancées, plusieurs obstacles ont été rencontrés. La mise en œuvre de certaines activités a souffert de retards, notamment en lien avec les décaissements tardifs des financements. L'inflation élevée a également réduit la portée de certains investissements, les coûts ayant dépassé les estimations initiales. En parallèle, une compréhension limitée des bénéfices de ces innovations chez certains responsables publics a freiné l'adhésion aux réformes dans certaines zones.

Sur le terrain, l'état dégradé des routes et l'insécurité ont entravé la logistique, limitant l'accès à certains sites ou ralentissant les installations. Enfin, bien que des standards aient été diffusés, l'uniformisation des pratiques reste inégale, certains opérateurs continuant à fonctionner selon des méthodes traditionnelles, par manque de moyens ou de volonté de changement.

Leçons apprises et recommandations

- **L'ancrage local et la structuration des pratiques sont essentiels pour renforcer l'appropriation et la durabilité des interventions**. La co-construction des activités avec les acteurs locaux – autorités publiques, unions professionnelles, coopératives – favorise leur mise en œuvre effective, en permettant un meilleur ciblage des besoins, une adhésion accrue des bénéficiaires et des engagements concrets. Cette dynamique est renforcée par la formalisation des procédures et la diffusion d'outils opérationnels adaptés, qui facilitent l'appropriation des bonnes pratiques et accélèrent la professionnalisation des acteurs. Pour en garantir l'efficacité et la pérennité, il est essentiel d'associer étroitement les parties prenantes dès le démarrage, tant dans la gouvernance des actions que dans l'élaboration des outils de référence.

- **L'introduction d'équipements simples mais bien adaptés peut générer des changements significatifs dans les pratiques**. Les plateformes surélevées, les laveuses à haute pression et les véhicules de transport de viande conçus localement ont transformé les conditions sanitaires dans les abattoirs et le long de la chaîne logistique. Le succès de ces innovations s'explique par leur simplicité, leur pertinence technique et leur facilité d'appropriation par les usagers. À l'avenir, il conviendra de poursuivre cette logique en promouvant des solutions technologiques à la fois accessibles, reproductibles et accompagnées d'un solide dispositif de formation pour garantir leur usage optimal.

- **L'ancrage institutionnel des innovations est renforcé lorsqu'elles s'inscrivent dans une démarche réglementaire claire**. L'adoption des infrastructures et pratiques du projet par les gouvernements locaux, notamment à travers des projets de lois en cours d'approbation, a montré qu'un alignement avec les cadres juridiques existants favorise la durabilité. Pour que ces démarches aboutissent pleinement, les projets doivent intégrer un volet juridique structuré, avec un accompagnement à la rédaction, à la négociation et à l'adoption des textes, en lien étroit avec les ministères concernés.

- **Le développement des compétences locales est un levier essentiel pour la durabilité technique des acquis**. Les formations dispensées ont permis aux bénéficiaires de transformer durablement leurs pratiques, en particulier dans les domaines de l'hygiène, de la manutention et du transport de la viande. Des effets d'entraînement sont observés, avec une transmission en cascade des savoirs. Il apparaît dès lors stratégique de renforcer les capacités des bénéficiaires en tant que formateurs relais, en appui à une diffusion élargie des acquis du projet, notamment dans les zones non couvertes.

- **Le manque d'adhésion de certains acteurs publics peut limiter l'impact des innovations, malgré leur pertinence**. Dans certains cas, une faible compréhension des enjeux ou des réticences institutionnelles ont freiné l'adoption des pratiques proposées. Cela souligne l'importance de démarches de sensibilisation ciblées, fondées sur des preuves concrètes et des démonstrations de terrain. Le recours à des visites d'échanges, à des témoignages de pairs et à des outils de communication adaptés peut jouer un rôle décisif pour renforcer l'engagement des décideurs et leur volonté d'investir durablement dans la modernisation de la filière.

À propos de cette note de capitalisation

Cette note est issue d'un processus de capitalisation participatif conduit dans le cadre du Programme d'Appui à la Commercialisation du Bétail en Afrique de l'Ouest (PACBAO). L'objectif de la capitalisation est de documenter et valoriser les expériences menées sur le terrain afin de favoriser l'apprentissage, la redevabilité et la mise à l'échelle des approches prometteuses. Les informations ont été recueillies à travers des entretiens, des visites de terrain, l'analyse de documents et la consultation des parties prenantes.

À propos du programme PACBAO

Le Programme régional d'appui à la commercialisation du bétail en Afrique de l'Ouest (PACBAO) est une initiative de la CEDEAO avec l'appui financier de la Coopération Suisse (DDC). Elle s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la Politique agricole régionale, l'ECOWAP. Elle vise à créer des conditions favorables à l'accroissement des revenus des éleveurs en s'appuyant sur le secteur privé du commerce régional du bétail et les institutions publiques régionales. Au cours de sa première phase (2018 – 2023), le programme a contribué au renforcement des capacités institutionnelles et opérationnelles de la CEDEAO et a financé 16 projets pilotes dans 11 pays en Afrique de l'Ouest et au Sahel qui ont permis de générer une dizaine de bonnes pratiques et innovations. Les projets pilotes visaient essentiellement à accroître la productivité du bétail, améliorer la compétitivité de la viande produite dans la région face à la concurrence des importations extra-communautaires, faciliter et moderniser le commerce intra-régional du bétail et, améliorer les relations entre les acteurs des chaines de valeur, les installations et les moyens destinés à la transformation et au transport de la viande rouge.

La deuxième phase du programme (2024-2028) s'inscrit dans la même perspective et mettra l'accent sur la mise à l'échelle des pratiques innovantes existantes tout en créant des conditions favorables à la promotion de la filière bétail-viande. Son objectif global est de contribuer à couvrir les besoins en viande rouge et produits carnés des populations de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel à travers le développement du commerce intrarégional de bétail et de la viande et la maîtrise des importations extrarégionales des produits carnés. De façon spécifique, la seconde phase du programme vise à accroitre d'au moins 2,6% l'offre de bétail et de viande sur les marchés terminaux et toucher environ 500 000 bénéficiaires directs dont 40% de jeunes et de femmes.

Remerciements

Nous exprimons notre sincère gratitude à toutes les personnes et institutions qui ont contribué à la réalisation de ce document de capitalisation. Votre soutien, votre engagement et votre participation ont été essentiels à la réussite de ce processus.

ECOWAS COMMISSION
COMMISSION DE LA CEDEAO
COMISSÃO DA CEDEAO

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Agency for Development and Cooperation SDC

Agence régionale pour l'agriculture et l'alimentation
4e et 5e étages, Immeuble de la CRBC
Place de la Réconciliation, Cité OUA, Quartier Atchanté
01 BP4817, Lomé 01, Togo
Courriel : araa@araa.org
Site Web: www.araa.org